

Résumé

Le taux de croissance annuel du PIB mondial, qui devrait selon les prévisions s'établir à près de 4 % en 2018, est proche du rythme qu'il affichait pendant la période ayant précédé la grande récession. Cette phase de croissance mondiale forte et généralisée offre un cadre favorable pour transformer cette embellie en une croissance à long terme plus forte et durable pour tous.

Dans ce contexte d'évolutions positives à court terme s'appuyant encore sur des politiques budgétaires et monétaires qui soutiennent l'activité, les responsables de l'action publique restent confrontés à plusieurs défis à moyen et long terme. La hausse de la productivité reste décevante. Malgré le redémarrage de l'emploi tant attendu, la progression des salaires n'a pas suivi pour l'instant, et nombre de groupes vulnérables restent confrontés à des perspectives médiocres sur le marché du travail. Les inégalités persistent et se caractérisent même par une hausse tendancielle à long terme dans de nombreux pays, signe que certains pans de la société n'ont pas beaucoup profité de la croissance. En outre, des mégatendances comme la transformation numérique, les pressions environnementales et l'évolution démographique pourraient bien menacer la durabilité de la croissance à long terme, sauf si des mesures adéquates sont prises pour relever les défis pour l'action publique qu'elles représentent.

La publication *Objectif croissance* contient, à l'intention des responsables de l'action publique, des recommandations de réformes concrètes dans des domaines identifiés comme les cinq premières priorités qui s'imposent aux pays pour s'attaquer aux enjeux à moyen terme, redynamiser la productivité et stimuler la croissance de l'emploi en veillant à ce que les avantages des mesures prises profitent au plus grand nombre. Ces priorités ont été définies en s'appuyant sur le savoir-faire de l'OCDE en matière de réformes structurelles et de croissance inclusive. Les domaines visés sont divers et concernent notamment la réglementation des marchés de produits et des marchés du travail, l'éducation et la formation, les systèmes de prélèvements et de transferts ainsi que les règles relatives aux échanges et à l'investissement, les infrastructures physiques et juridiques ou encore les politiques de l'innovation, pour n'en citer que quelques-uns. Les recommandations pour l'action publique formulées dans tous ces domaines sont articulées de manière à former une stratégie de réforme cohérente, indispensable pour dégager des synergies, gérer les arbitrages à opérer et veiller à ce que les conséquences positives des politiques menées soient largement partagés sur la durée. En tant que tel, le cadre défini par *Objectif croissance* a joué un rôle décisif pour aider les pays du G20 à faire avancer leurs programmes de réforme structurelle, notamment grâce à un suivi des stratégies menées pour asseoir une croissance soutenue et équilibrée.

Le présent *Rapport intermédiaire* permet de passer en revue les progrès accomplis en matière de réformes structurelles du point de vue des priorités identifiées dans l'édition 2017 d'*Objectif croissance*.

Mesures correspondant aux priorités d'action publique

- En 2017, les réformes ont été menées à un rythme comparable à celui, relativement peu rapide, observé au cours des deux dernières années, et inférieur à celui qui avait été relevé dans le sillage direct de la crise.
- Néanmoins, certaines mesures vigoureuses ont été prises ; de fait, plus d'un tiers de celles qui ont été mises en œuvre en 2017 peuvent être considérées comme de grands pas en avant. Au nombre de celles-ci, on peut citer les réformes visant à renforcer la protection sociale en Grèce et en Italie, la réforme du marché du travail en France, qui n'a que trop tardé, les importantes mesures prises au Japon pour développer les capacités d'accueil de jeunes enfants, l'instauration d'une taxe sur les biens et les services en Inde, et en Argentine, une vaste réforme fiscale qui sera progressivement mise en œuvre au cours des cinq prochaines années.
- Plus généralement, l'intensité des réformes varie selon les domaines de l'action publique concernés. Parmi les réformes destinées à stimuler l'acquisition de compétences et les capacités d'innovation, des mesures de grande ampleur ont été prises pour développer le soutien à la R-D et en accroître l'efficacité.
- Pour l'essentiel, les mesures prises pour favoriser la dynamique des entreprises et la diffusion de connaissances ont porté en priorité sur le renforcement des infrastructures physiques et juridiques ainsi que sur des actions visant à rendre la réglementation des marchés de produits plus propice à la concurrence.
- Des mesures notables ont aussi été prises dans le domaine des prestations sociales, ce qui est important en termes de cohésion sociale. Pour continuer d'aider les travailleurs à faire face à l'évolution potentiellement rapide des emplois et des tâches, des réformes supplémentaires sont nécessaires dans d'autres domaines connexes, par exemple pour améliorer les politiques actives du marché du travail et les politiques du logement pour faciliter la transition vers le marché du travail et la mobilité.

Chapitres spéciaux – revoir les indicateurs pour enrichir l'analyse proposée dans *Objectif croissance*

Le rapport comprend deux chapitres spéciaux dans lesquels les indicateurs sont passés en revue dans le but d'élargir la portée des grilles d'analyse utilisées pour *Objectif croissance* : les indicateurs de la croissance verte et les indicateurs des régimes d'insolvabilité établis par l'OCDE.

Liens entre croissance et environnement : ce que montrent les indicateurs

La capacité à améliorer durablement le PIB et le bien-être, comme le prône *Objectif croissance*, dépend entre autres facteurs de la capacité à réduire les conséquences négatives (par exemple la pollution) des activités économiques, à minimiser les risques liés à l'environnement et à réduire la dépendance par rapport aux ressources en capital naturel (limitées). Il est en conséquence logique d'aborder de manière plus systématique, dans *Objectif croissance*, les enjeux liés à l'environnement. Dans le même temps, les liens entre l'environnement, les politiques de l'environnement et la croissance économique sont complexes. À cet égard, le chapitre 2 permet de passer en revue les indicateurs disponibles et les progrès récemment accomplis en termes de mesure des résultats et des politiques en

matière d'environnement. Bien qu'il n'existe pas de mesure unique des performances environnementales qui serait généralement admise, des avancées considérables ont été obtenues dans la mesure de la croissance verte, notamment dans le cadre des travaux relatifs aux Indicateurs de la croissance verte de l'OCDE, ouvrant la voie à un traitement plus cohérent de la croissance verte dans la publication *Objectif croissance*.

Faciliter une sortie ordonnée du marché : éclairages fournis par les nouveaux indicateurs des régimes d'insolvabilité établis par l'OCDE

Des régimes d'insolvabilité médiocres peuvent avoir un lien avec trois facteurs de faiblesse de la productivité de la main-d'œuvre, eux-mêmes interdépendants : la survie d'entreprises dites « zombies », qui devraient normalement sortir du marché ; la mauvaise allocation du capital, c'est-à-dire le fait que des ressources se trouvent piégées dans des utilisations peu productives ; et l'enlisement de la diffusion des technologies. Les indicateurs des régimes d'insolvabilité nouvellement élaborés par l'OCDE sont présentés au chapitre 3 ; ils permettront d'étendre et d'affiner les recommandations de réforme portant sur les politiques de sortie énoncées dans la publication *Objectif croissance*. Les analyses montrent qu'il existe des différences considérables, d'un pays à l'autre, en ce qui concerne la capacité des régimes d'insolvabilité à favoriser une sortie ordonnée des entreprises non viables, ce qui est le signe que certains pays ont encore une marge pour améliorer l'allocation des ressources et la productivité en réformant la législation et les procédures relatives aux faillites.



Extrait de :
Economic Policy Reforms 2018
Going for Growth Interim Report

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/growth-2018-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Résumé », dans *Economic Policy Reforms 2018 : Going for Growth Interim Report*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/growth-2018-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.